

Le Centre Jacques Berque & la Fondation Heinrich Böll

Journée d'études

Appel à communication

L'expérience communale au Maroc : enjeux et défis

Rabat, le 20 novembre 2014

Argumentaire :

La Direction Générale des Collectivités Locales (DGCL) a initié, en 2008, le Programme pour le renforcement de la décentralisation (PNDR). Ce dernier définit les qualités que doivent avoir les principaux acteurs de la décentralisation, en l'occurrence : des élus stratégiques, un personnel local performant, un appui des services de l'Etat et un cadre légal adéquat. Six ans après la mise en place de ce programme, la gestion communale au Maroc fait toujours l'objet de débats entre les différents acteurs impliqués dans les collectivités locales, notamment les partis politiques et les bailleurs de fonds, mais aussi les chercheurs intéressés par cette question. D'où l'intérêt d'organiser une journée d'étude internationale consacrée à l'expérience communale au Maroc.

A l'occasion de cette journée d'étude, nous proposons de réunir des chercheurs travaillant sur des questions liées à la gestion communale au Maroc. Outre la participation des chercheurs, cette journée d'étude souhaite par ailleurs réunir des experts, des représentants des institutions et des bailleurs de fonds impliqués dans certains programmes destinés aux collectivités locales (élaboration des PCD, le PGL, l'INDH, etc.). Un panel de deux heures sera organisé dans la deuxième partie d'après-midi de la journée d'études où ces acteurs seront invités à présenter leurs points de vue et à débattre de cette question.

Trois axes feront l'objet d'interventions et de débats touchant principalement les questions suivantes.

Le premier axe est celui de la bonne gouvernance locale. Plusieurs questions entrent dans le cadre de celle-ci, comme la transparence de la commune vis-à-vis de son environnement, la reddition des comptes, la gestion des plaintes, l'audit interne, la création des différents dispositifs et instances visant l'intégration de nouveaux acteurs dans la gestion des affaires locales (CLJ, CPEC, etc.)¹, et enfin le renforcement du rôle de la femme ainsi que l'approche liée au genre. Il est aussi question de chercher à comprendre quels effets génèrent ces dispositifs sur l'action publique locale et sur les acteurs concernés par celle-ci.

Le deuxième axe est celui des rapports des bailleurs de fonds et des institutions internationales avec la commune. En effet, l'implication des bailleurs de fonds et des institutions internationales dans des projets ou programmes adressés aux communes (exemple du Programme de Gouvernance Locale) interroge la question du rôle de ceux-ci dans l'amélioration de la performance de la commune et des élus locaux, mais aussi celle de leur influence sur les différents choix que font les pouvoirs publics locaux dans la gestion communale. Le montage et la gestion du budget communal ainsi que les différentes expériences ayant eu lieu (par exemple budgétisation participative et budgétisation sensible au genre au niveau local) constituent également l'une des questions qui pourraient être traitées dans cette manifestation scientifique.

Le troisième axe est celui de la commune et son environnement, plus particulièrement la question des différents rapports entretenus entre les élus locaux et les représentants du secteur privé et de la société civile (entreprises, associations, etc.), mais aussi ceux entretenus entre ces élus et les différents services extérieurs de l'Etat, notamment ceux du ministère de l'Intérieur (les secrétaires généraux des communes, les agents de développement provincial, les acteurs de la déconcentration, etc.), ainsi qu'avec les autres services extérieurs de l'Etat, plus particulièrement les délégations provinciales des ministères.

Le comité d'organisation de cette journée d'étude est également intéressé par des propositions portant sur une connaissance empirique élevée ainsi que celles proposant des approches conceptuelles innovatrices. Des propositions analysant la politique locale au Maroc, plus particulièrement le côté informel, contestataire et dynamique sont fortement encouragées.

Procédure de soumission :

Les chercheurs intéressés par cet appel à communications sont invités à envoyer leurs propositions de communication pour le 20 juillet 2014 (dernier délai). Les propositions peuvent s'insérer dans l'un des trois axes mentionnés dans l'argumentaire.

¹ CLJ : Conseils Locaux des Jeunes ; CPEC : Comité pour l'Equité et l'Egalité de Chance.

Cependant, le comité d'organisation est ouvert face à des propositions envisageant l'analyse d'autres axes traitant de l'expérience communale au Maroc.

Les propositions doivent être envoyées aux adresses mails des coordinateurs de cette manifestation scientifique: m.elmnasfi@gmail.com et anja.hoffmann@fu-berlin.de . Elles devront être composées des éléments suivants : nom et prénom, statut, laboratoire ou institution d'attachement ; titre, axe et résumé de la communication (300 mots).

Calendrier :

- Réception des propositions : 20 juillet 2014 (dernier délai)
- Sélection et communication des résultats : 30 juillet 2014
- Tenue de la journée d'étude : 20 novembre 2014

Coordinateurs de la journée d'études :

- **Mustapha EL MNASFI** (Doctorant, associé au CJB) ; m.elmnasfi@gmail.com ;
- **Anja HOFFMANN** (Doctorante en science politique, Center for Middle Eastern and North African Politics, Freie Universität Berlin) ; anja.hoffmann@fu-berlin.de
- **Salma KADIRI** (Fondation Heinrich Böll) ; Salma.Kadiri@ma.boell.org

Comité scientifique :

- **Assia BOUTALEB**, Maître de conférences en délégation CNRS au CJB ;
- **Abderrahim EL MASLOUHI**, Professeur de l'enseignement supérieur à l'Université Mohamed V – Rabat Agdal et secrétaire général de l'Association Marocaine de Science Politique ;
- **Abdallah HARSI**, Professeur de l'enseignement supérieur à l'Université Mohammed Benabdallah de Fès ;